

« Combien de temps vous restez ? »

Enjeux et critiques locales de l'affluence des acteurs internationaux de l'adaptation au changement climatique à Tarawa et Funafuti

Damien Vallot¹

[Résumé] En raison de leur vulnérabilité à l'élévation du niveau marin, deux États du Pacifique, Tuvalu et Kiribati, sont l'objet d'une attention grandissante depuis une vingtaine d'années. De plus en plus de journalistes et de consultants de l'aide au développement se rendent dans ces atolls. Les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux locaux sont confrontés à une augmentation des sollicitations de la part de ces acteurs étrangers qui ont tendance à « saturer » le terrain par la redondance des demandes d'entretiens ou par la répétition des mêmes projets d'adaptation. Cet article s'intéresse aux façons dont cette affluence est subie, utilisée ou critiquée par les différents acteurs locaux de Kiribati et de Tuvalu. Alors que les gouvernements des deux États atoliens utilisent le changement climatique afin de se maintenir à l'agenda de l'aide internationale, les acteurs non gouvernementaux évaluent de manière critique les pratiques des nombreux consultants et journalistes ainsi que les bénéfices mitigés de leurs visites.

Mots-clés : Tuvalu, Kiribati, adaptation au changement climatique, média, consultation, saturation.

[Abstract] Due to their vulnerability to sea level rise, two small atoll States in the South Pacific, Tuvalu and Kiribati, became a focus of global attention over the past couple of decades. An increasing number of journalists and development aid consultants are travelling to those atolls. Local governmental and non-governmental actors face raising requests from foreign actors which tend to « saturate » their activities with redundant interview requests and the reiteration of similar climate change adaptation projects. This article is focused on this influx which is suffered, used or criticized by the various local actors from Tuvalu and Kiribati. While the governments of Tuvalu and Kiribati use climate change to keep their States on the international agenda, non-governmental actors criticize the attitude of journalists and consultants along with the mixed benefits of their visits to their islands.

Keywords: Tuvalu, Kiribati, climate change adaptation, media, consultancy, saturation.

Introduction

Lors d'une enquête de terrain à Kiribati et à Tuvalu², une question revint régulièrement : « et toi, combien de temps est-ce que tu vas rester ? » Cette interrogation anodine

¹ LAM (UMR 5115), Sciences Po Bordeaux.

² Tuvalu et Kiribati sont deux petits États océaniques entièrement constitués d'atolls.

illustre une inquiétude récurrente chez certains acteurs locaux de l'adaptation au changement climatique par rapport aux courts séjours des nombreux visiteurs internationaux.

En effet, en raison de leur vulnérabilité à l'élévation du niveau marin (Aung *et al.*, 2009 ; Duvat, 2013 ; Nurse *et al.*, 2014), les deux États sont au centre d'une attention grandissante depuis plus d'une vingtaine d'années (Gemenne, 2010). Intrigués par la perspective qu'ils puissent être un jour submergés, journalistes et documentaristes se rendent de plus en plus nombreux à Tarawa et Funafuti – les atolls abritant les capitales de chacun des deux États – s'ajoutant ainsi au nombre croissant des consultants mandatés par les donateurs de l'aide au développement³. Plusieurs travaux universitaires se sont penchés sur les interactions entre ces acteurs internationaux et les populations locales. Tout d'abord, l'analyse des discours sur les migrations environnementales a souligné les rapports de domination qui accompagnent la rhétorique des *réfugiés climatiques* à laquelle sont régulièrement associés les Tuvaluans et les I-Kiribati⁴ dans les médias (Farbotko, 2005 ; Chambers, Chambers, 2007 ; McNamara, Gibson, 2009 ; Farbotko, Lazrus, 2012 ; Smith, McNamara, 2015 ; Ransan-Cooper *et al.*, 2015). Ensuite, l'étude des pratiques des consultants a permis de montrer comment ceux-ci freinent l'activité des membres de l'administration de Tuvalu en les surchargeant de réunions ou de rapports à rendre (Wrighton et Overton, 2012). Enfin, d'autres auteurs ont également dénoncé ces travers qui se font au détriment de la mise en œuvre concrète des projets de développement (Hemstock, Smith, 2012 ; Smith, Hemstock, 2012).

Cet article cherche à prolonger ces travaux critiques en s'intéressant aux rapports que les acteurs locaux de l'adaptation au changement climatique entretiennent avec cette affluence de consultants et de journalistes internationaux à Tarawa et à Funafuti. Les termes « acteurs locaux » désignent ici un groupe hétérogène d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux participant de près ou de loin à l'adaptation au changement climatique à Tuvalu ou à Kiribati. Les politiques publiques climatiques sont en effet marquées à la fois par une interaction entre acteurs nationaux et internationaux, mais aussi entre acteurs gouvernementaux et de la société civile (cf. tableau 1). En s'appuyant sur une définition de Bertrand Badie qui considère comme transnationales « les relations sociales qui [...] se déploient [...] au-delà du cadre étatique national et qui se réalisent en échappant au moins partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des États » (Badie, 2015 : 306), il est alors possible de considérer l'action publique en lien avec le changement climatique dans les États atolliens comme un phénomène

³ Faisant partie de la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA), Tuvalu et Kiribati bénéficient du soutien d'organisations internationales (Banque mondiale, Programme des Nations unies pour le développement, Union européenne) et d'États (Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Taiwan) pour la mise en œuvre de programmes de développement dont la majorité concerne l'adaptation au changement climatique.

⁴ Ce terme désigne la nationalité des citoyens de Kiribati.

transnational. Ainsi, les représentants de l'Église et des communautés sont régulièrement consultés en amont de la mise en œuvre de programmes et les ONG locales sont souvent impliquées dans leur réalisation. De même, les journalistes étrangers participent à la mise à l'agenda du problème en produisant et en diffusant un ensemble de récits sur le changement climatique à Tuvalu et à Kiribati, voire sur la potentielle disparition des deux États atolliens (Farbotko, 2010 ; Vallot, 2015).

Acteurs	étrangers⁵	locaux
gouvernementaux	chargés de mission des agences de développement des États donateurs ou des organisations internationales	membres des gouvernements et des administrations
non gouvernementaux	journalistes, documentaristes	représentants des communautés et de l'Église, membres d'ONG

Tableau 1. Ensemble des acteurs en lien avec l'adaptation au changement climatique et le développement à Tuvalu et à Kiribati.

En cherchant à saisir les relations entre acteurs locaux et internationaux, cet article s'inscrit dans la démarche de la socio-anthropologie du développement qui « se focalise en particulier sur l'analyse des interactions entre acteurs sociaux relevant de cultures ou sous-cultures différentes » (Olivier de Sardan, 1995 : 6). Si la question classique des interactions entre « locaux » et « étrangers » peut s'appliquer à de nombreux cas d'aide au développement, la situation décrite ici est particulière. En effet, compte tenu de la taille restreinte de Tuvalu et de Kiribati, de l'intérêt relativement récent pour ces atolls et du manque de coordination des acteurs internationaux sur place, les mêmes acteurs locaux sont de plus en plus souvent sollicités pour des entretiens ou des projets redondants. C'est dans ce contexte que se développe une forme de « saturation⁶ » que nous chercherons à comprendre. Comment expliquer une telle situation à Tarawa et Funafuti ? Comment les acteurs locaux la vivent-ils ?

Je suis ainsi allé à la rencontre des acteurs de Tuvalu et de Kiribati les plus régulièrement sollicités par les médias ou les consultants. La sélection des personnes interrogées

⁵ La désignation des acteurs internationaux sous le seul terme « étrangers » a été retenue puisque cette opposition terminologique avec les « locaux » a été soulignée par nos enquêtés eux-mêmes.

⁶ Ici, la saturation ne fait pas référence au seuil de répétition des informations apprises lors des entretiens, donnant l'indication méthodologique que le chercheur n'obtiendra plus de nouvelles informations. La saturation que j'aborde correspond à un sentiment d'excès des sollicitations et de redondance des mêmes projets ou des mêmes reportages.

s'est faite sur ce critère au cours d'une enquête⁷ de trois mois réalisée dans le cadre d'une thèse sur les récits d'action publique de la disparition des États atolliens. La majeure partie de ce travail de récolte de données s'est déroulé à Tarawa et à Funafuti, puisque ce sont les lieux privilégiés de mise en œuvre de programmes d'aide au développement et de réalisation de reportages sur le changement climatique⁸.

L'accès aux enquêtés s'est fait de deux manières différentes. À Kiribati, les prises de rendez-vous pour des entretiens ont été rendues possibles par l'intermédiaire du réseau des expatriés travaillant pour les agences d'aide. Par « effet boule de neige », il a été possible de réaliser onze entretiens semi-directifs avec des hauts fonctionnaires de l'État, des chargés de missions des agences internationales, des membres locaux et étrangers d'ONG locales, ainsi que des représentants des communautés. À Tuvalu, les rencontres furent organisées à l'aide d'un informateur-relai rencontré grâce à l'ONG *Alofa Tuvalu*. Celui-ci fut d'une aide précieuse pour fournir une liste de contacts, pour expliquer la démarche de recherche aux enquêtés et pour faciliter la réalisation des entretiens par sa présence. Certes, le passage par un tiers peut produire des effets sur la situation d'enquête et orienter celle-ci vers certains acteurs plutôt que d'autres. Sa présence fut pourtant bénéfique puisqu'elle permit de lever l'obstacle de la saturation en négociant avec succès l'obtention d'entretiens auprès de personnes déjà sollicitées de très nombreuses fois. Grâce à cet informateur-relai, huit entretiens semi-directifs furent menés auprès de hauts fonctionnaires de l'État, de responsables d'ONG et du porte-parole de l'Église. Les données recueillies ont été complétées par trois entretiens de responsables de l'agence néo-zélandaise d'aide au développement NZAID.

Entretiens	Catégorie d'acteur	Pays de résidence	Nationalité
<i>Office of the President</i> (responsable de la communication)	fonctionnaire gouvernement	Kiribati	I-Kiribati
<i>Kiribati Adaptation Program – KAPIII</i> (directeur)	fonctionnaire gouvernement	Kiribati	I-Kiribati
<i>Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development</i> (responsable de la division de l'environnement et de la conservation)	fonctionnaire gouvernement	Kiribati	I-Kiribati
<i>Kiribati Association of NGOs</i> (directeur)	ONG	Kiribati	I-Kiribati
<i>Kiribati National Women's Federation</i> (responsable programmes nationaux)	ONG	Kiribati	Australienne

⁷ L'enquête de terrain fut menée à part égale entre Tuvalu et Kiribati (45 jours), majoritairement dans les capitales (ainsi que dans un atoll périphérique pour chaque pays même si les données récoltées dans ces cas n'ont pu être exploitées pour cet article).

⁸ Il pourra être légitimement reproché que cette démarche participe d'une certaine manière au phénomène de saturation que cet article cherche à analyser. Ce paradoxe semble malheureusement difficile à résoudre.

<i>Kiribati Climate Action Network</i> (porte-parole)	ONG	Kiribati	I-Kiribati
<i>Tabera Ni Kai Video Unit, Aus-training</i> (militante et réalisatrice de documentaire sur le changement climatique)	ONG	Kiribati	I-Kiribati
<i>Tebuginako Village Community</i> (doyen communautaire)	communauté/Église	Kiribati	I-Kiribati
<i>Tebikenikoora Village Community</i> (révérend)	communauté/Église	Kiribati	I-Kiribati
<i>New Zealand Aid Program</i> (coordinateur programme de développement urbain)	administration programme d'aide	Kiribati	Néo-Zélandaise
<i>Australia Aid Program</i> (adjoint à la gestion de programmes, communication et changement climatique)	administration programme d'aide	Kiribati	I-Kiribati, Australienne
<i>Ministry of Foreign Affairs</i> (ministre des affaires étrangères, ancien premier ministre)	fonctionnaire gouvernement	Tuvalu	Tuvaluan
<i>National Adaptation Programme of Action</i> (directeur)	fonctionnaire gouvernement	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Tuvalu Media Corporation</i> (directrice)	fonctionnaire gouvernement	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Global Climate Change Alliance</i> (coordinatrice du projet pour Tuvalu)	ONG	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Tuvalu Red Cross Society</i> (secrétaire)	ONG	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Tuvalu Association of NGOs</i> (directrice)	ONG	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Alofa Tuvalu, National Youth Council</i> (membre du bureau)	ONG	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Te Ekalesia Kelisiano Tuvalu</i> (révérend)	communauté/Église	Tuvalu	Tuvaluan
<i>Ministry of Foreign Affairs and Trade</i> (secrétaire des programmes d'aide pour Kiribati)	administration programme d'aide	Nouvelle-Zélande	Néo-Zélandaise
<i>Ministry of Foreign Affairs and Trade</i> (haut-commissaire pour Tuvalu)	administration programme d'aide	Nouvelle-Zélande	Néo-Zélandaise
<i>Ministry of Foreign Affairs and Trade</i> (responsable de la coopération bilatérale avec Kiribati)	administration programme d'aide	Nouvelle-Zélande	Néo-Zélandaise

Tableau 2. Liste des entretiens réalisés⁹

⁹ Les entretiens sur lesquels s'appuie ce travail ne sont pas tous cités dans l'article. Certains avaient une valeur purement informative, d'autres n'ont pas été enregistrés. De plus, l'analyse de la perception de la situation par les bailleurs de fonds (et autres acteurs internationaux) a été mise en retrait pour favoriser celle des acteurs nationaux Tuvaluans et Kiribati, gouvernementaux et non-gouvernementaux.

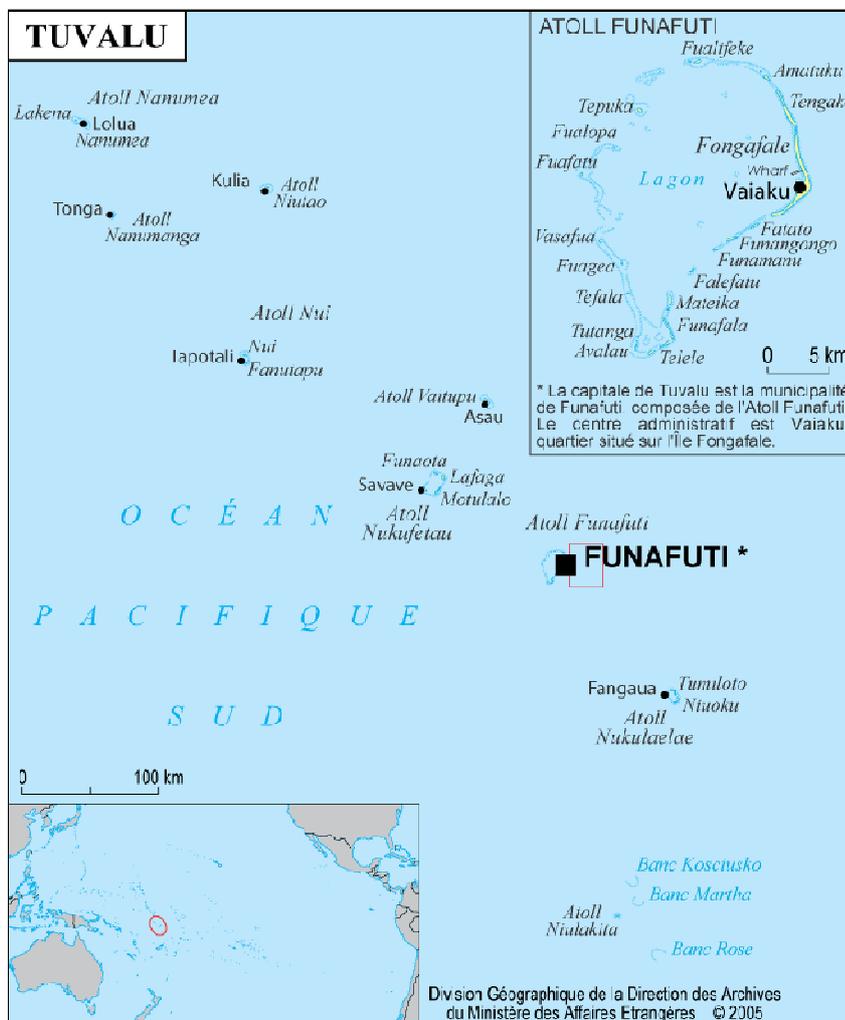
J'ai pu dégager deux grandes tendances chez les enquêtés par rapport à cette affluence des acteurs étrangers. Tout d'abord, les entretiens réalisés avec les membres des gouvernements des États atolliens ainsi qu'avec les bailleurs de fonds ont permis de dresser un tableau général de la situation, mais aussi de comprendre les stratégies diplomatiques menées par Kiribati et Tuvalu relativement à l'adaptation au changement climatique et à la captation de fonds de l'aide au développement (première partie). Ensuite, les entretiens avec les acteurs non gouvernementaux locaux ont permis de récolter des perceptions plus critiques de l'activité des consultants et journalistes à Tarawa et Funafuti (deuxième partie).

1. L'afflux des acteurs étrangers à Tarawa et Funafuti : une saturation à la fois subie et entretenue...

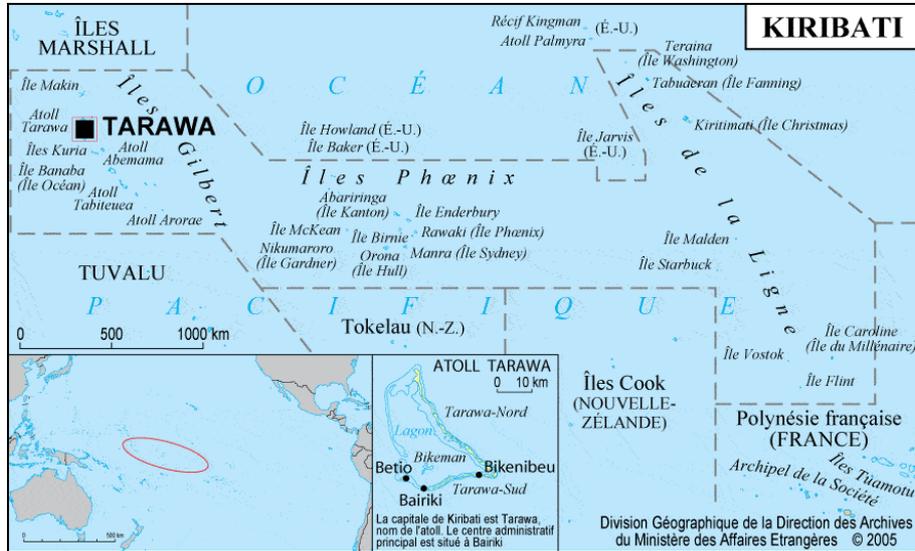
La concentration des journalistes et des consultants dans les atolls abritant les capitales de Tuvalu et de Kiribati peut s'expliquer par la géographie des États-atolls, d'une part, et par une stratégie de mise à l'agenda, d'autre part.

1.1. Une saturation de Tarawa et Funafuti par les consultants et les journalistes...

Tuvalu est un archipel de neuf atolls dont la superficie totale des terres ne dépasse pas 30 km² pour une population d'environ 11 500 habitants, dont un peu moins de la moitié réside sur l'atoll de Funafuti. La superficie totale des terres de Kiribati est également relativement faible (811 km²), d'autant plus que 90 % de la population réside dans l'archipel des îles Gilbert où se trouve l'atoll de Tarawa qui abrite plus de la moitié des 100 000 habitants du pays. L'accès aux deux États est conditionné par la fréquence des vols internationaux qui se font uniquement deux fois par semaine depuis les îles Fidji. Une fois sur place, il est relativement complexe de se déplacer entre les atolls. Même si un service de liaison par avion a été mis en place à Kiribati, la fréquence est faible et le coût reste élevé. Les acteurs de l'aide et des médias ont donc tendance à se concentrer à Tarawa et Funafuti où se trouvent les aéroports et les gouvernements de chaque pays. En ce qui concerne Tuvalu, on estime ainsi que le seul nombre des consultants séjournant à Funafuti équivaut chaque année à 10 % de la population totale du pays (Wrighton, Overton, 2012).



Carte 1. Les atolls des Tuvalu (Division géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères, 2005).



Carte 2. Les trois archipels d'atolls de Kiribati (Division géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères, 2005)

Dans les deux atolls, les projets d'adaptation au changement climatique recouvrent deux dimensions principales : la sensibilisation et la mitigation¹⁰, qui est très coûteuse et complexe à mettre en œuvre dans les atolls comme l'explique l'une des responsables des programmes d'aide néo-zélandais : « c'est trop cher de faire quoi que ce soit à cause du coût du transport du bon équipement [...] et quand c'est très cher, c'est politiquement sensible, car on sait qu'on peut être critiqué pour avoir dépensé des millions de dollars sur un petit projet ». Les programmes de sensibilisation sont donc les plus fréquents. De nombreux ateliers et conférences similaires sont organisés pour les populations afin de les renseigner sur l'origine du changement climatique, ses conséquences et les pratiques à adopter pour s'y préparer. Le grand nombre et la redondance de ce type de projets renforcent alors chez la plupart de nos enquêtés un sentiment de saturation du terrain¹¹. Puisqu'il existe « 15 projets de développement qui ont lieu en même temps, et que chacun veut avoir accès aux populations », une consultante pour une ONG locale de Kiribati explique que les organisateurs des ateliers auront par exemple des difficultés à faire venir des participants s'ils ne proposent pas de compensations financières.

¹⁰ La mitigation concerne l'atténuation des conséquences négatives du changement climatique.

¹¹ Ce sentiment se retrouve également chez certains acteurs des bailleurs de fonds rencontrés sur place, même s'ils le formulent *en off* puisqu'on pourrait y voir une critique de la pertinence de leur action. Propos recueillis hors entretien avec le coordinateur du programme de développement urbain de NZAID et avec l'adjointe à la gestion de programmes, communication et changement climatique d'AusAID.

De même, les projets menés par les consultants peuvent entretenir le sentiment d'une saturation des deux capitales puisque peu de programmes sont menés dans les atolls périphériques, principalement en raison de l'importance des coûts de transport. Une responsable des programmes d'aide néo-zélandais reconnaît d'ailleurs que cet intérêt entretient en partie les problèmes :

Nous voulons faire quelque chose à Tarawa en ce moment. Nous voulons nous focaliser sur les enjeux de la surpopulation urbaine. Mais, je pense qu'ils [les acteurs locaux] sont parfaitement conscients de cette tension. Si on continue d'avoir des résultats à Tarawa, on va juste se retrouver à encourager plus de personnes à y venir ce qui est une partie du problème, pas la solution.

Il y a donc ici une forme de boucle perverse : l'intérêt des acteurs de l'aide pour Tarawa incite les populations à s'installer dans cet atoll, ce qui renforce des problèmes de forte densité aggravés par le changement climatique et qui vont finalement justifier la mise en œuvre de nouveaux projets d'aide dans cet atoll.

Enfin, le renforcement de la médiatisation de la vulnérabilité de Tuvalu et de Kiribati au changement climatique accroît l'intérêt de nouveaux journalistes qui découvrent l'existence des deux États et s'accompagne d'une augmentation de leurs visites. Leurs travaux portent alors essentiellement sur les deux capitales et les demandes d'entretiens se cumulent auprès des acteurs locaux travaillant de près ou de loin à l'adaptation au changement climatique¹² (Mortreux, Barnett, 2008).

- Pouvez-vous me dire approximativement combien d'interviews vous avez données ?

- Je pense... plus d'une centaine. Je compte un peu plus de dix documentaires... mais les interviews en elles-mêmes avec des journalistes, des étudiants, des écrivains... je pense que j'en ai données beaucoup. Je ne m'en souviens plus précisément¹³.

1.2. ... qui résulte en partie d'une mise à l'agenda.

Confrontés à cet intérêt croissant, les acteurs locaux de Tarawa et de Funafuti ne sont pas inactifs et certains estiment que s'ils ne peuvent pas contrôler les arrivées des visiteurs internationaux, ils peuvent faire en sorte que leurs venues soient utiles.

- Pourquoi continuez-vous à accepter des interviews ?

¹² Ces personnes ressources, que j'ai rencontrées, sont notamment le directeur du Programme d'adaptation au changement climatique à Kiribati (KAP), la coordinatrice nationale pour Kiribati du *Climate Action Network* (CAN), le secrétaire général de la délégation de la Croix-Rouge (CICR) à Tuvalu, ou encore le secrétaire général de l'Église chrétienne de Tuvalu qui fut membre de la délégation tuvaluane lors des Conférences des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

¹³ Entretien avec le secrétaire général de l'Église chrétienne de Tuvalu.

- Parce que je sais que c'est important. Cela peut aider le pays d'une certaine façon¹⁴.

À chaque fois que je m'exprime sur les enjeux du changement climatique, j'ai toujours cela à l'esprit, que je représente les sans-voix et les vulnérables qui sont en première ligne. Je dois donc être précis et je dois être clair sur le message qui doit être transmis... et cela ne me fatigue pas¹⁵.

Je me suis rendu compte que des personnes comme vous ont eu l'occasion d'apprendre notre existence et sont venues nous rencontrer... et veulent nous aider¹⁶.

Tout ce qui permet de maintenir Kiribati et Tuvalu à l'agenda international est donc utile¹⁷. Au sein des arènes diplomatiques, leurs représentants utilisent régulièrement l'argument de la vulnérabilité des atolls pour appeler à une diminution des émissions de gaz à effet de serre, pour réclamer des fonds destinés à financer l'adaptation au changement climatique et pour maintenir les deux petits États à l'agenda des négociations internationales (Vallot, 2015). Parler ou faire parler de leurs pays peut pousser des décideurs étrangers à se rendre sur place pour constater les problèmes comme le mentionne la responsable des programmes d'aide de NZAID qui prend l'exemple de la visite à Tarawa de son ministre des Affaires étrangères. Selon elle, c'est en grande partie cette visite qui aura incité le ministre à augmenter le budget alloué :

Quand il s'est rendu à Kiribati pour la première fois, notre ministre a triplé le budget de l'aide. Il a vu à quel point la situation était critique. [...] En fait, ils ont besoin d'avoir des défenseurs internationaux pour mettre ce genre de chose en marche... pour faire en sorte que les gens prennent la peine de venir jusqu'à Kiribati. Il faut attirer l'attention et je pense que le changement climatique est l'une des stratégies pour le faire.

Au final, cette stratégie des porte-paroles de Kiribati et de Tuvalu d'inscrire leurs pays à l'agenda de l'aide internationale grâce à la rhétorique de leur vulnérabilité débouche sur des résultats mitigés. Si elle permet effectivement de débloquer des fonds pour mettre en œuvre de programmes d'adaptation dans les atolls, elle est également accompagnée d'une augmentation des arrivées de journalistes et de consultants dont les pratiques peuvent créer des décalages avec les attentes des acteurs locaux, en particulier ceux de la société civile.

¹⁴ Entretien avec le secrétaire général de la délégation du CICR à Tuvalu.

¹⁵ Entretien avec le secrétaire général de l'Église chrétienne de Tuvalu.

¹⁶ Entretien avec la coordinatrice nationale du CAN pour Kiribati.

¹⁷ Entretien avec l'ancien premier ministre de Tuvalu.

2. ... qui entraîne une évaluation critique par les acteurs non gouvernementaux de Tuvalu et de Kiribati.

Confrontés à cette situation de saturation des sollicitations, certains acteurs non gouvernementaux de l'adaptation au changement climatique vont exprimer leur frustration à l'encontre du comportement des consultants ou des journalistes et des bénéficiaires mitigés de leurs venues pour les communautés locales.

2.1. La perception d'un manque de connaissances, de temps et de respect

Pour les acteurs non gouvernementaux rencontrés, la plupart des journalistes n'ont aucune connaissance de Tuvalu ou de Kiribati avant de venir et ce manque de savoirs accentue le sentiment de saturation puisque les médias auront tendance à toujours poser les mêmes questions aux mêmes personnes, année après année. Plusieurs de nos enquêtés de Kiribati estiment aussi que les journalistes et les documentaristes arrivent avec des idées préconçues – en particulier celle de l'abandon des atolls en raison de l'élévation du niveau marin – qu'ils sont surpris et parfois déçus de ne pas observer sur place. Les médias se rendant à Tarawa ou à Funafuti imposent souvent le même sujet de discussion lors des interviews : le changement climatique, sa perception par les populations locales et leurs stratégies d'adaptation à celui-ci, notamment la migration vers la Nouvelle-Zélande. L'opportunité est rarement laissée aux individus de s'exprimer sur d'autres enjeux locaux de développement tels que l'éducation, la santé ou l'agriculture.

Cette absence de connaissances préalable est également reprochée à certains consultants. En effet, malgré des tentatives de coordination des programmes, les acteurs de l'aide peuvent ignorer ce qui a déjà été mis en œuvre par d'autres. Les doublons sont fréquents et une consultante interrogée constate qu'« il y a beaucoup de réinvention de la roue. Il y a différents donneurs qui viennent tous et veulent faire des choses similaires ». Le manque de fluidité dans la diffusion des informations sur les programmes porte ainsi préjudice à l'efficacité de leur mise en œuvre en raison des doublons occasionnés.

Comme nous l'avons vu en introduction, le temps passé sur place permettra également aux locaux de juger le visiteur. En effet, la majorité des acteurs étrangers qui viennent à Kiribati et à Tuvalu restent moins de deux semaines. Par contraste, les personnes qui effectueront un séjour prolongé donneront l'impression d'être plus impliquées et plus curieuses. Il leur sera possible de mieux comprendre chaque contexte en multipliant les interactions avec les locaux. Une enquêtée de Kiribati a ainsi constaté que lorsque les journalistes restent plus longtemps qu'une dizaine de jours, ils ont l'occasion de nuancer leurs propos. Selon elle, les consultants passent également

trop peu de temps à Tarawa et n'ont pas assez d'échanges avec la population locale. Bien souvent, leur emploi du temps est rempli de réunions avec les membres du gouvernement ou des administrations puisqu'ils essayent de rentabiliser au maximum leurs courts séjours. Elle constate ainsi que « c'est vraiment difficile de développer une affinité [avec les locaux] lorsque vous êtes ici que pour une semaine. Bien sûr, vous écoutez ce qu'ils disent et vous vous sentez triste pour eux à ce moment-là. Mais c'est seulement à ce moment-là. [...] C'est un gros problème avec les consultants ici. Ils arrivent et ils ne parlent qu'entre eux ».

Les acteurs locaux peuvent aussi être agacés par certains comportements, et particulièrement ce qu'ils perçoivent comme de l'impolitesse ou un manque de respect.

- Vous savez, je n'ai pas de problèmes avec les consultants qui viennent. Nous avons des problèmes avec leur attitude...

- C'est-à-dire ?

- L'impolitesse... comme demander constamment « Pourquoi ? »... Ils n'ont pas vraiment fait leur travail de recherche avant de venir ici. Ils n'ont pas assez réfléchi à la manière dont les personnes peuvent s'ouvrir à eux¹⁸.

Il est possible donner comme exemple les nombreuses équipes de télévisions venues filmer des reportages sur le changement climatique¹⁹. Ces médias veulent montrer au monde la réalité du changement climatique par la captation d'images qui en seront à la fois l'illustration et la preuve (Farbotko, 2008). Les images les plus utilisées seront celles de cocotiers déracinés par l'érosion, de populations locales les pieds dans l'eau ou en train de consolider des digues de fortune. Les journalistes vont demander aux personnes ressources de leur indiquer les lieux les plus emblématiques du changement climatique, là où ses conséquences sont les plus tangibles. Ils se retrouvent alors à filmer les mêmes endroits où l'élévation du niveau marin est visible. Ils peuvent également chercher à faire jouer les habitants en leur demandant de marcher le long d'une plage ou de regarder l'océan. Cette construction du récit de la disparition des atolls par l'image de populations inquiètes est problématique dans le sens où les médias favorisent un type de scénario (celui de la submersion) par rapport à d'autres visions possibles du futur des îles (développement, résilience...). Cette mise en scène des populations amène à des situations où les journalistes perdent patience et se montrent très directifs avec des personnes qui n'ont pas l'habitude d'être filmées. Le ton employé peut alors être perçu comme une forme d'irrespect.

¹⁸ Entretien avec une militante et réalisatrice de documentaire de Kiribati régulièrement interviewée par les médias.

¹⁹ Telle que la série de petits reportages intitulée *Paradis en sursis*, réalisée par Morad Aït-Habbouche, Hervé Corbière, Thierry Pasquet et Claire-Lise Fossat en 2007 pour France 5 (France Télévisions).

2.2. Un bilan mitigé : la transmission des fonds et des connaissances aux communautés

Dans l'ensemble, les enquêtés louent la bonne volonté des consultants. Pourtant, la perception que les projets ne donnent pas assez de résultats tangibles peut nuancer cette évaluation positive par une forme de désenchantement. Certains responsables communautaires ou religieux considèrent par exemple que l'aide est nécessaire à leur pays, mais que les consultants, trop occupés à produire des rapports, n'arrivent pas à résoudre les problèmes d'érosion, d'infiltration d'eau de mer ou de diminution des réserves d'eau douce.

De plus, une certaine frustration se manifeste chez les représentants des communautés lorsqu'est abordée la question des fonds multilatéraux pour l'adaptation au changement climatique. Il existe un décalage entre les promesses d'engagements financiers faites par les États émetteurs de gaz à effet de serre (notamment lors des visites de leurs représentants) et ce que perçoivent concrètement les communautés locales. Le révérend d'un des villages de Kiribati les plus exposés aux médias et aux visites officielles (dont celle du secrétaire général de l'ONU en 2011) exprime ainsi sa frustration :

Nous espérons que l'Europe, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres, après nous avoir rendu visite, nous aident. Mais nous attendons toujours. [...] Quand ils sont venus nous interviewer et prendre des photos, nous leur avons dit que les pays industrialisés profitent de leur mode de vie sans savoir que des gens, ici dans le Pacifique, en souffrent.

De la même manière, le représentant de l'Église de Tuvalu s'interroge sur la portée de ces promesses et estime qu'une partie des fonds destinés à l'adaptation au changement climatique dans les atolls est mal utilisée :

Je sais que des millions ont été récoltés pour des programmes d'adaptation à Tuvalu. Mais n'importe qui, arrivant sur le terrain, ne verrait rien. L'argent est peut-être bloqué quelque part. Mon point de vue est qu'on a trop insisté sur la recherche, les enquêtes, les rapports, la consultance, les ateliers... car c'est là que l'argent est parti. Très peu d'argent, si jamais il y en a eu, a été utilisé pour des projets concrets.

Les acteurs non gouvernementaux ne maîtrisant pas la mise en œuvre des programmes (et donc la gestion de leurs budgets) considèrent ainsi qu'une partie des sommes que les États déclarent consacrer à l'aide est en fait captée à nouveau par ces mêmes États. Ils considèrent que la multiplication des projets n'est pas synonyme d'une augmentation directe des bénéfices pour les communautés puisqu'une part des fonds se perd dans la production de rapports qui servent à entretenir la consultance et non à résoudre les problèmes des populations locales.

Dès qu'il y a de l'argent, tout le monde se précipite ici en pensant « nous pouvons aider », mais on est toujours suspicieux de ce que cela cache, parce que l'argent provient de leur pays, ils savent où il va... et très peu de cet argent atteint les communautés²⁰.

²⁰ Entretien avec la coordinatrice pour Tuvalu du programme Global Climate Change Alliance.

L'enjeu de l'utilité des acteurs internationaux à Kiribati et à Tuvalu réside ainsi dans ce qui sera transféré aux populations locales. Que ce soit sur le plan des financements ou sur le plan des connaissances, plusieurs enquêtés perçoivent qu'il est difficile d'évaluer ce que reçoivent finalement les communautés. Les exemples des rapports ou des articles de presse sont significatifs puisque, lorsqu'ils sont partagés, seules les élites locales peuvent les lire et en tirer des enseignements. Ils estiment également que, pour certains projets, les populations gagneraient à ce que ceux-ci soient décidés et menés par des nationaux plutôt que par des consultants étrangers, ce qui permettrait d'assurer un revenu et un transfert de compétences.

Une ONG internationale a appelé et m'a parlé de son projet. J'ai dit : « Si vous venez ici pour nous aider, je veux savoir qui fera le travail. Vous ou nous ? » Ils ont dit : « Vous allez le faire. » J'ai répondu : « Alors, venez à Kiribati. » Nous ne voulons pas de ce genre de projet où ce n'est que de la consultance, de la consultance... et où les gens d'ici ne travaillent pas²¹.

Conclusion

Des témoignages récoltés, il est possible de retenir que le changement climatique brouille les frontières de l'action publique à Kiribati et Tuvalu. Touchant aux politiques environnementales, il concerne également les politiques de développement dans ces petits États atolliens. Il implique à la fois des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux tuvaluans, i-kiribati ainsi qu'étrangers. Les États ne sont donc plus les interlocuteurs exclusifs d'une action publique qui *de facto* prend une dimension transnationale. Des acteurs étrangers divers viennent ainsi sur place et tentent de participer à la prise en charge du problème, que ce soit par la mise en œuvre de programmes de sensibilisation ou bien par sa médiatisation.

Dans cet article, il a été montré que l'usage de la rhétorique de la vulnérabilité au changement climatique par les gouvernements de Kiribati et de Tuvalu permet de maintenir l'intérêt des médias et des donateurs de l'aide pour ces petits États. En conséquence, la forte affluence des consultants et des journalistes est à la fois appréciée et critiquée localement en particulier par les acteurs non gouvernementaux. Le temps passé sur le terrain et la façon dont les visiteurs internationaux organisent leur séjour dans les atolls occupent une place importante dans ce jugement. Certains acteurs locaux de l'adaptation au changement climatique regrettent ainsi que ces personnes séjournent souvent moins d'une quinzaine de jours sur place et restent principalement dans les capitales, délaissant alors les atolls périphériques. Cette concentration spatiale et temporelle des journalistes et des consultants peut avoir des effets pervers, ressentis par nos enquêtés. La répétition des mêmes ateliers de sensibilisation au changement climatique, les nombreuses demandes d'entretiens similaires et la redondance des mises en scène des populations locales lors de la réalisation de reportages provoquent

²¹ *Ibid.*

critiques et frustrations, en particulier chez les acteurs de la société civile de Tuvalu et de Kiribati qui sont régulièrement l'objet de l'attention des visiteurs internationaux attirés par la problématique du changement climatique dans les atolls. Enfin, nos enquêtes déplorent également le bilan mitigé des séjours des acteurs des médias et de l'aide en soulignant les problèmes de transférabilité des connaissances aux populations locales. Surtout, ils soulignent l'enjeu des fonds multilatéraux promis pour les programmes d'adaptation au changement climatique dont ils estiment qu'ils ne bénéficient pas directement aux communautés locales.

Bibliographie

- AUNG T., SINGH A., PRASAD U. *et al.* (2009), « Sea level threat in Tuvalu », *American Journal of Applied Sciences*, vol. 6, n° 6, p. 1169-1174.
- BADIE B. (2015 [2001]), « Transnationales (relations) », in G. HERMET, B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD (dir.), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 8^e édition, Paris, Armand Colin, p. 306.
- CHAMBERS A. F., CHAMBERS K. S. (2007), « Five takes on climate and cultural change in Tuvalu », *The Contemporary Pacific*, vol. 19, n° 1, p. 294-306.
- DUVAT V. (2013), « Coastal protection structures in Tarawa Atoll, Republic of Kiribati », *Sustainability Science*, vol. 8, n° 3, p. 363-379.
- DIVISION GEOGRAPHIQUE DE LA DIRECTION DES ARCHIVES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (2005), *Tuvalu*. En ligne, consulté le 04/03/2015. URL : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tuvalu/>.
- DIVISION GEOGRAPHIQUE DE LA DIRECTION DES ARCHIVES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (2005), *Kiribati*. En ligne, consulté le 04/03/2015. URL : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/kiribati/>.
- FARBOTKO C. (2005), « Tuvalu and climate change: constructions of environmental displacement in the Sydney Morning Herald », *Geografiska Annaler*, vol. 87B, n° 4, p. 279-293.
- FARBOTKO C. (2008), *Representing climate change space: isographs of Tuvalu*, thèse de doctorat, Hobart, University of Tasmania.
- FARBOTKO C. (2010), « Wishful sinking: disappearing islands, climate refugees and cosmopolitan experimentation », *Asia Pacific Viewpoint*, vol. 51, n° 1, p. 47-60.
- FARBOTKO C., LAZRUS H. (2012), « The first climate refugees? Contesting global narratives of climate change in Tuvalu », *Global Environmental Change*, vol. 22, n° 2, p. 382-390.

- GEMENNE F. (2010), « Tuvalu, un laboratoire du changement climatique ? », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, n° 204, p. 89-107.
- HEMSTOCK S., SMITH R. (2012), « The impacts of international aid on the energy security of Small Island Developing States (SIDS): A Case Study of Tuvalu », *Central European Journal of International and Security Studies*, vol. 1, n° 6, p. 81-102.
- MORTREUX C., BARNETT J. (2008), « Climate change, migration and adaptation in Funafuti, Tuvalu », *Global Environmental Change*, vol. 19, n° 1, p. 105-112.
- NURSE L. A., MCLEAN R. F., AGARD J. *et al.* (2013), « Small islands », in V. R. BARROS, C. B. FIELD, D. J. DOKKEN *et al.* (dir), *Climate change 2014: impacts, adaptation, and vulnerability. Part B: regional aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth assessment report of the Intergovernmental panel on climate change*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 1613-1654.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- RANSAN-COOPER H., FARBOTKO C., MCNAMARA K. E., THORNTON F., CHEVALIER E. (2015), « Being(s) framed: the means and ends of framing environmental migrants », *Global Environmental Change*, vol. 35, p. 106-115.
- SMITH R., HEMSTOCK S. (2012), « An analysis of the effectiveness of funding for climate change adaptation using Tuvalu as a case study », *The International Journal of Climate Change Impacts and Responses*, vol. 3, n° 1, p. 67-78.
- SMITH R., MCNAMARA K. E. (2015), « Future migrations from Tuvalu and Kiribati: exploring government, civil society and donor perceptions », *Climate & Development*, vol. 7, n° 1, p. 47-59.
- VALLOT D. (2015), *Le récit corallien. Production, diffusion et cadrage des récits d'action publique de la disparition des États atolliens entre Tuvalu, Kiribati et la Nouvelle-Zélande*, thèse de doctorat, Bordeaux, Université de Bordeaux.
- WRIGHTON N., OVERTON J. (2012), « Coping with participation in small island states: the case of aid in Tuvalu », *Development in Practice*, vol. 22, n° 2, p. 244-255.